



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 30/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours

30 Route des Volcans Charlon
63230 Saint-Ours

Références : 20251230-RAP-63-1102-Suites Inspection_Paprec Auvergne Saint-Ours

Code AIOT : 0005600426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement PAPREC AUVERGNE implanté LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC AUVERGNE Echalier St-Ours
- LIEU DIT LA GARE 63230 Saint-Ours
- Code AIOT : 0005600426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise PAPREC AUVERGNE ECHALIER a bénéficié d'un arrêté d'autorisation n° 12/02236 du 13 novembre 2012 modifié par APC n° 15/01621 du 19/11/2015.

Le site est autorisé pour les activités suivantes :

- activité de récupération des métaux,
- centre de VHU (véhicules hors d'usage) et magasin,

- récupération et traitement des déchets banals,
- activité DEEE,
- regroupement et transit de déchets dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Nature des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Mise en demeure, respect de prescription,	2 mois
4	Respect des VLE contrôle inopiné du 5 juin 2025	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Respect des VLE contrôle périodique du 15 septembre 2025	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.5	Mise en demeure, respect de prescription,	3 mois
6	Convention de déversement dans le réseau communal	Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.5	Mise en demeure, respect de prescription,	3 mois
9	Conformité des bordereaux de suivi des déchets	Code de l'environnement du 27/03/2021, article R.541-45	Mise en demeure, respect de prescription,	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Astreinte journalière	Arrêté Préfectoral du 20/05/2025, article 1	Sans objet
7	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
8	Traçabilité du suivi de déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541.43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé cet été à l'évacuation des déchets non autorisés sur le site, ce qui permet de lever l'arrêté de mise en demeure du 4/02/2025 ainsi que l'arrêté d'astreinte du 20 mai 2025.

Toutefois, plusieurs non-conformités ont été constatées le jour de l'inspection concernant le volume de bois stockés qui dépasse les quantités autorisées, la surveillance des rejets aqueux (absence de déclaration GIDAF, nombreux dépassements des valeurs limites), l'absence de convention de rejets aqueux et la rupture de traçabilité sur les déchets dangereux entrants qui n'est pas autorisée. Il est ainsi proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ces différents écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Astreinte journalière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Astreinte journalière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PAPREC AUVERGNE, n° SIRET 39718008400014, dont le siège social est situé au 30 route des Volcans, Charlon, à SAINT-OURS-LES-ROCHES (63230) est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de quatre-vingt-sept euros (87 €), pour ses installations situées au 30 route des Volcans, Charlon commune de SAINT-OURS-LES-ROCHES, jusqu'à satisfaction complète du point suivant, issu de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 4 février 2025.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation ne doit pas excéder 6 400 m³, pour les déchets classés sous la rubrique 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, avec notamment 4 600 m³, pour les déchets hors bois.</p> <p>Cette astreinte prend effet à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.</p> <p>Il est sursis à l'exécution de l'astreinte durant 3 mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.</p> <p>Au terme de ce délai de sursis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si les dispositions de l'article 1 du présent arrêté sont respectées, il est sursis à l'exécution de l'astreinte ; • Si les dispositions de l'article 1 du présent arrêté ne sont pas respectées, l'astreinte est liquidée en prenant comme point de départ la notification du présent arrêté à l'exploitant.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.
<p>Constats :</p> <p>Entre le 7 juillet et le 18 août 2025, l'exploitant a évacué les déchets qu'il n'était pas autorisé à entreposer.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 4 février 2025 est respecté, il n'y a pas besoin de liquider l'astreinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau de classement qui fixe les volumes de déchets autorisés sur site :</p> <p>rubrique 2714 :</p> <p>Déchets hors bois 4 600 m³ ;</p> <p>bois 800 m³;</p> <p>pneus en transit 600 m³;</p> <p>caoutchouc 200 m³</p> <p>poudrette 200 m³</p> <p><u>total : 6 400 m³</u></p> <p>huiles alimentaires 300 m³ max</p> <p>déchets dangereux 2718 : 200 t</p> <p>D3E 2711 : inférieur à 1 000 m³</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stock de bois est important. Il est constitué d'environ 50 % de plaquettes et 50 % de palettes et ne forme qu'un seul îlot de forte hauteur.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de quantifier précisément le volume de bois entreposé sur son site le jour de la visite.</p> <p>Visuellement cet îlot semblait dépasser fortement le volume maximal de 800 m³. L'inspection estime le volume de bois présent à plus de 3 000 m³.</p> <p>La défense incendie à cet endroit du site est par conséquent insuffisante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera du respect des volumes de bois entreposés sur son site au regard de ce que prévoit son arrêté d'autorisation par le biais d'un relevé topographique. Ce relevé sera périodiquement réalisé. L'exploitant devra avoir terminé d'évacuer sous 3 mois, le volume de bois excédentaire par rapport au volume prévu par l'arrêté. Ce point fait l'objet d'une mise en demeure.</p> <p>Les modalités de stockage du bois sur site devront être étudiées dans une révision de l'étude de danger. Il étudiera notamment la quantité d'eau nécessaire pour éteindre un incendie et prévoira</p>

des réserves supplémentaires d'eau sur site si nécessaire en fonction du volume de bois en place. Il privilégiera le stockage en plusieurs îlots indépendants séparés d'au moins 10 m et ayant une hauteur maximale qui ne dépassera 6 m pour se conformer aux règles de l'art.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les dits arrêtés dès lors que les dites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis à autosurveillance et doit remplir les résultats d'analyses sous Gidaf pour ses deux points de rejets aqueux.</p> <p>En 2025, aucune analyse n'a été saisie. En outre les années précédentes, des analyses trimestrielles sont manquantes.</p> <p>L'inspection ayant modifié le cadre Gidaf pour corriger des erreurs de seuil limite, l'exploitant devra rattraper son retard uniquement à partir du 1er janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remplir GIDAF pour les trois premiers trimestres de l'année 2025.</p> <p>A l'avenir, saisir les données dans GIDAF dès réception du rapport de contrôle du laboratoire d'analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Respect des VLE contrôle inopiné du 5 juin 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.5		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE		
Prescription contrôlée :		
Les eaux pluviales après traitement doivent respecter avant leur rejet vers le réseau les caractéristiques suivantes :		
<i>Paramètres</i>	<i>Rejet n°1</i>	<i>Rejet n°2</i>
pH	compris entre 6,5 et 8,5	compris entre 6,5 et 8,5
température	< 25 °C	< 25 °C
Couleur (modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange)	< 100 mg/Pt/l	< 100 mg/Pt/l
Matières en Suspension Totales	< 35 mg/l	< 35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté)	< 30 mg/l	< 30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	< 125 mg/l	< 125 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Azote global	< 30 mg/l	< 30 mg/l
Phosphore total	< 10 mg/l	< 10 mg/l
Chrome	< 0,1 mg/l	< 0,06 mg/l
Cuivre	< 0,5 mg/l	< 0,06 mg/l
Nickel	< 0,5 mg/l	< 0,03 mg/l
Zinc	< 2 mg/l	< 0,5 mg/l
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	< 2 mg/l	< 0,6 mg/l
Plomb	< 0,5 mg/l	< 0,15 mg/l

Manganèse	< 1 mg/l	< 0,5 mg/l
Etain	< 2 mg/l	< 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al)	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Cadmium	< 0,1 mg/l	< 0,0015 mg/l
Mercuré	< 0,01 mg/l	< 0,001 mg/l
Molybdène	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Cobalt	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Arsenic	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Sélénium	< 0,01 mg/l	< 0,01 mg/l

Constats :

Pour le point de rejet n°1 trois dépassements de VLE ont été constatés :

MES : 152 mg/l pour une VLE inférieure à 125 mg/l (1.22 fois plus)

DCO : 187 mg/l pour une VLE inférieure à 35 mg/l (**5.34 fois plus**)

Fer + Aluminium : 18,8 mg/l pour une VLE inférieure à 5 mg/l (**3.76 fois plus**)

L'exploitant n'a fourni aucun commentaire sur l'origine de ces dépassements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé qu'en cas d'anomalie, l'exploitant doit prévenir dans les meilleurs délais l'inspection et proposer des actions correctives. L'exploitant devra proposer des solutions pour respecter les VLE du point de rejet n°1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect des VLE contrôle périodique du 15 septembre 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.5		
Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE contrôle périodique du 15 septembre 2025		
Prescription contrôlée :		
Les eaux pluviales après traitement doivent respecter avant leur rejet vers le réseau les caractéristiques suivantes :		
<i>Paramètres</i>	<i>Rejet n°1</i>	<i>Rejet n°2</i>
pH	compris entre 6,5 et 8,5	compris entre 6,5 et 8,5
température	< 25 °C	< 25 °C
Couleur (modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange)	< 100 mg/Pt/l	< 100 mg/Pt/l
Matières en Suspension Totales	< 35 mg/l	< 35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté)	< 30 mg/l	< 30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	< 125 mg/l	< 125 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Azote global	< 30 mg/l	< 30 mg/l
Phosphore total	< 10 mg/l	< 10 mg/l
Chrome	< 0,1 mg/l	< 0,06 mg/l
Cuivre	< 0,5 mg/l	< 0,06 mg/l
Nickel	< 0,5 mg/l	< 0,03 mg/l
Zinc	< 2 mg/l	< 0,5 mg/l
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	< 2 mg/l	< 0,6 mg/l
Plomb	< 0,5 mg/l	< 0,15 mg/l

Manganèse	< 1 mg/l	< 0,5 mg/l
Etain	< 2 mg/l	< 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al)	< 5 mg/l	< 5 mg/l
Cadmium	< 0,1 mg/l	< 0,0015 mg/l
Mercure	< 0,01 mg/l	< 0,001 mg/l
Molybdène	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Cobalt	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Arsenic	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Sélénium	< 0,01 mg/l	< 0,01 mg/l

Constats :

Les dernières analyses trimestrielles ont été réalisées le 15/09/2025.

Plusieurs paramètres sont manquants : azote et phosphore total ainsi que le selenium, le cobalt, l'arsenic et le manganèse.

Les résultats ne sont pas conformes pour le rejet n°1 aux VLE pour les MES et la DCO :

MES : 78 mg/l pour une VLE < 35mg/l (**2,23 fois plus**)

DCO : 150 mg/l pour une VLE < 125mg/l (1,2 fois plus)

Le contrôle inopiné du 5 juin 2025 avait déjà mis en exergue cette anomalie qui perdure depuis plusieurs années.

Afin d'améliorer le prétraitement de ses rejets, l'exploitant a rehaussé la canalisation de sortie de ses bassins, mis en place des filtres à charbon actif et mis en place des paniers en maille de 20 mm dans divers regards. A la suite du contrôle inopiné du 5 juin 2025, un panier a été réparé.

Les résultats d'analyses montrent toutefois que les aménagements pris pour y remédier sont encore insuffisants.

De plus, des forts dépassements pour les deux rejets des VLE pour les métaux sont constatés:

Rejet 1 :

Chrome : 3300 µg/l pour une VLE < 100 µg/l (**33 fois plus**)

Nickel : 850 µg/l pour une VLE < 500 µg/l (1,7fois plus)

Zinc : 6200 µg/l pour une VLE < 2000 µg/l (**3,1 fois plus**)

Fer+Aluminium : 131 mg/l pour une VLE < 5 mg/l (**26,2 fois plus**)

Chrome + nickel + zinc + cuivre : 10 930 µg/l pour une VLE < 2000 µg/l (**5,47 fois plus**)

<p>Rejet 2 :</p> <p>Chrome : 88 µg/l pour une VLE < 60 µg/l (1,47 fois plus)</p> <p>Nickel : 170 µg/l pour une VLE <30 µg/l (5,67 fois plus)</p> <p>Cuivre : 2100 µg/l pour une VLE <60 µg/l (35 fois plus)</p> <p>Zinc : 2400 µg/l pour une VLE < 500 µg/l (4,8 fois plus)</p> <p>Cadmium : 5,5 µg/l pour une VLE < 1,5 µg/l (3,67 fois plus)</p> <p>Plomb : 1100 µg/l pour une VLE < 150 µg/l (7,33 fois plus)</p> <p>Fer+Aluminium : 120 mg/l pour une VLE < 5 mg/l (24 fois plus)</p> <p>Chrome + nickel + zinc + cuivre : 4758 µg/l pour une VLE < 2000 µg/l (2,38 fois plus)</p> <p>Ces forts dépassements n'ont jusqu'alors jamais été mis en exergue. L'exploitant n'a fourni aucune explication à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé qu'en cas d'anomalie, l'exploitant doit prévenir dans les meilleurs délais l'inspection et proposer des actions correctives.</p> <p>Pour les dépassements en MES et DCO du point de rejet n°1, l'exploitant devra proposer des solutions concrètes pour y remédier avec un échéancier.</p> <p>Pour les dépassements en métaux des deux rejets, après les résultats de l'analyse trimestrielle de décembre 2025, l'exploitant proposera des actions correctives avec un échéancier pour respecter ses VLE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Convention de déversement dans le réseau communal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2012, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, convention de déversement dans le réseau communal
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation de déversement des rejets d'eaux pluviales vers le réseau communal.</p>
<p>Constats :</p> <p>La convention du 25 mars 2011 autorise le déversement des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement. Celle-ci doit être renouvelée tous les 3 ans. La SEMERAP, qui a la délégation, n'a à ce jour pas renouvelé la convention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Obtenir le renouvellement de la convention. Son absence expose le site à l'interdiction de rejeter ses eaux pluviales et de les évacuer en tant que déchets.</p> <p>Signaler à l'inspection toute difficulté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant gère ses entrées et sorties de déchets à l'aide du logiciel Calypso. Il utilise aussi Trackdéchets pour l'édition des BSD dématérialisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traçabilité du suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541.43
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité du suivi de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de</p>

<p>l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel Trackdéchets mis en place par l'administration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Conformité des bordereaux de suivi des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2021, article R.541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des bordereaux de suivi des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique. Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur. Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p> <p>L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.</p>

Constats : L'exploitant n'effectue qu'une activité de transit des déchets dangereux. A tout moment, il doit être capable de déterminer la part des différents producteurs de déchets contenus dans un lot regroupé. Or l'exploitant a décidé de faire une rupture de traçabilité de ce type de déchets sans aucune autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 3 mois